



Postscriptum

Journal du Parti socialiste genevois
Octobre 2019 n°19



Élections fédérales

*Les grands thèmes de campagne
développés par nos candidat-e-s*

*Découvrez les listes Internationale
et Jeunesse socialiste*

SOMMAIRE

Édito

- 03** Une histoire de femmes et d'hommes,
par Martin Staub

Élections fédérales

- 04** Une législature qui s'achève,
par Christian Levrat
- 05** Des enjeux nationaux pour une Suisse
internationale, par Carlo Sommaruga
- 06** Pour un système de santé accessible à toutes
et à tous!, par Laurence Fehlmann Rielle
- 07** Nous devons être en concordance avec celles
et ceux qui résistent, par Christian Dandrès
- 08** De la nécessité des avancées sociales,
par Lydia Schneider Hausser



- 09** Développons une écologie sociale forte,
par Thomas Wenger
- 10** L'égalité bénéficie à toutes et tous!,
par Aurélie Friedli
- 11** Les moyens d'action pour l'emploi,
par Romain de Sainte Marie

Campagne

- 12** Tamina : entraîneuse de terrain du PSG,
par Eloisa Gonzalez
- 13** Élections fédérales : mobilisons-nous!



Listes sous-apparentées

- 14** Parti socialiste international, par Peter Hug
- 15** Jeunesse socialiste : Solidaire. Féministe.
Pour les 99 %.

Le Postscriptum est envoyé aux membres et aux sympathisant-e-s du PS genevois. Il paraît 5 fois par année.

Rédacteur en chef : Nicolas Clémence
Comité de rédaction : Frédérique Bouchet,
Guy Chevalley, Diego Esteban, Eloisa
Gonzalez, Clémence Peilleux, Michel Pomatto,
Albert Rodrik et Virginie Studemann

Graphisme : Morgane Dentan
Impression : Imprimerie Nationale

Parti socialiste genevois
15 rue des Voisins – 1205 Genève
psg@ps-ge.ch / www.ps-ge.ch
Page Facebook : « Parti socialiste genevois »



UNE HISTOIRE DE FEMMES ET D'HOMMES

Par Martin Staub
Président du comité de pilotage

Un édito en vue des élections fédérales, selon les canons en la matière, devrait mettre en avant les thèmes chers au Parti socialiste, l'importance de l'élection, les dangers encourus en cas de défaite... pourtant, je n'en ferai rien, car ces élections sont surtout une histoire de femmes et d'hommes.

Tout d'abord, l'histoire des femmes et des hommes pour qui nous nous battons: celles et ceux qui n'arrivent pas à finir le mois, qui n'arrivent pas à se loger convenablement, qui n'ont pas de solution de garde pour leur enfant, celles et ceux qui sont discriminé-e-s et/ou harcelé-e-s, et toutes celles et ceux qui aspirent à un environnement sain.

« Si nous n'avons pas
l'argent des multinationales,
nous avons
notre force militante »

Ensuite, l'histoire de nos candidat-e-s: celles et ceux qui vont porter nos combats à Berne, avec leur vécu et leurs expériences. Laurence, Christian, Lydia, Thomas, Aurélie et Romain ont l'ambition de conserver nos trois sièges au Conseil national et, pourquoi pas, d'en conquérir un quatrième. Carlo, avec Lisa, veulent

maintenir nos sièges de gauche au Conseil des États.

Finalement, c'est une histoire de militant-e-s, car, si nous n'avons pas l'argent des multinationales, nous avons notre force militante, épaulée par notre secrétariat, qui sera sur les stands, aux porte-à-porte... à la rencontre des Genevois-es. C'est l'ADN de notre parti qui nous mènera à la victoire.

Ce Postscriptum, vous l'aurez compris, lisez-le comme une histoire de femmes et d'hommes déterminé-e-s à obtenir une majorité à Berne pour une société plus juste au soir du 20 octobre 2019.

Un édito en vue des élections fédérales, selon les canons en la matière, devrait mettre en avant les thèmes

S'ENGAGER

Vous trouverez en page 12 et 13 toutes les informations nécessaires pour s'engager en tant que militant-e pour cette campagne.

Les événements de campagnes sont réunis sur notre agenda à l'adresse suivante :

www.ps-ge.ch/agenda

UNE LÉGISLATURE QUI S'ACHÈVE

Par Christian Levrat
Président du PS Suisse



Merci à Laurence et à Carlo pour votre engagement. Je vous souhaite à vous deux ainsi qu'à vos colistières et colistiers une belle campagne qui s'achèvera, j'en suis certain, sur une victoire éclatante et un renversement nécessaire de la majorité UDC-PLR grâce, notamment, à la délégation genevoise à Berne.

le cap, en tant que femme, socialiste et romande dans une chambre masculine, de droite et alémanique. Un parcours exceptionnel, d'une grande dame de la politique suisse, qui l'a menée, en six législatures, de la Présidence du Conseil national en 2002 puis à celle de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Bon vent à vous deux !

La législature qui s'achève a été paralysée par l'alliance PLR-UDC au Conseil national. Malgré les coups de boutoir contre les avancées sociales de ces vingt dernières années, le groupe socialiste a tenu le choc et est prêt à mettre enfin le cap à gauche le 20 octobre prochain. Dans ce contexte, la délégation socialiste genevoise a affirmé ses engagements pour une Suisse plus sociale, plus ouverte et plus solidaire, que ce soit dans le domaine de l'assurance-maladie, de la prévention de la santé, de la protection des locataires ou encore pour la défense des droits humains.

Deux figures de la Berne fédérale ont choisi de ne pas poursuivre l'aventure. Je tenais ici à leur adresser un grand MERCI. À Manuel qui a su amener à Berne durant deux législatures son expérience politique de Maire de Genève et qui a défendu avec conviction sa ville, son canton et le rayonnement de la Genève internationale. Son engagement pour les droits humains et contre les discriminations a été très apprécié sous la coupole. Merci enfin à Liliane qui a su, après trois législatures au Conseil national, porter pendant douze ans au Conseil des États ses convictions, sans jamais perdre ni le sourire ni

**Les Socialistes aux
Chambres fédérales en
2015 – 2019, ce sont :**

**42 sièges sur 200
au Conseil national**
23 femmes – 19 hommes

**12 sièges sur 46
au Conseil des États**
4 femmes – 8 hommes

2 Conseillers fédéraux
1 femme – 1 homme

Élu-e-s socialistes genevois-es



Liliane Maury Pasquier
Conseillère aux États
2007-2019



Laurence Fehlmann Rielle
Conseillère national
depuis 2015



Carlo Sommaruga
Conseiller national
2003-2019



Manuel Tornare
Conseiller national
2011-2019

DES ENJEUX NATIONAUX POUR UNE SUISSE INTERNATIONALE

Par Carlo Sommaruga
Candidat au Conseil des États

Au moment où les nationalismes renaissent un peu partout et s'enracinent, au moment où les horizons rétrécissent au gré des murs et des barrières, au moment où l'on criminalise les militant-e-s de la solidarité engagé-e-s dans le sauvetage de vies de migrant-e-s en pleine mer, il est urgent de mener encore et encore le combat pour les principes d'ouverture au monde, de collaboration internationale, de solidarité humaine, des droits humains et naturellement du développement durable global. Un combat devenu impératif en Suisse comme à l'étranger. D'une part, la politique du « my country first », prônée avec force par les USA, génère des tensions internationales, produit des risques de guerre et remet en cause le multilatéralisme. D'autre part, cette politique fait des émules au plus haut niveau chez nous.

Les principes évoqués ne sont pas seulement l'expression d'une vision sociale-démocrate, mais aussi celle de la Constitution fédérale de 1999 qui précise que « la Confédération contribue notamment à soulager les populations dans le besoin et à lutter contre la pauvreté ainsi qu'à promouvoir le respect des droits de l'Homme, la démocratie, la coexistence pacifique des peuples et la préservation des ressources naturelles. »

C'est dans cet état d'esprit que la Suisse a rejoint l'ONU en 2002. C'est aussi dans cette perspective que notre diplomatie participe depuis plusieurs décennies aux multiples efforts de la communauté internationale en faveur de la paix, des droits humains, du développement durable. L'Agenda 2030 avec ses 17 objectifs du développement durable et l'Accord de Paris sur le climat sont le cadre politique et juridique que la Suisse a activement contribué à mettre sur pied et dans lequel doivent s'insérer les politiques publiques de notre pays comme de l'ensemble des États. Pour ce faire, il faut une réelle volonté politique. En Suisse aussi. Mais à Berne avec la majorité actuelle, cette volonté fait défaut. Il suffit de penser au refus du Conseil fédéral de signer le Pacte mondial sur les migrations ou l'Accord sur l'interdiction des armes nucléaires. Sans oublier les nouvelles orientations du Département fédéral des



affaires étrangères sur la coopération internationale où les priorités de l'Agenda 2030 sont supplantées par la promotion du secteur privé. Ou encore la tentative d'ouvrir la vente d'armes aux pays en guerre civile ou le refus ignominieux de soutenir au Conseil des droits de l'homme une résolution condamnant l'Arabie Saoudite après l'assassinat du journaliste Jamal Kashoggi.

Il est donc temps de rappeler que ni le Conseil fédéral, ni le DFAE ne sauraient remettre en question les orientations constitutionnelles de politique extérieure et l'image positive de la Suisse dans nombre de domaines, construite patiemment par notre diplomatie au cours des dernières décennies.

Alors oui, le 20 octobre, lors des élections fédérales, l'ouverture de la Suisse, son engagement international et un rôle moteur en matière de droits humains, de désarmement et de paix, sont des enjeux politiques qui justifient également le renversement de la majorité !

POUR UN SYSTÈME DE SANTÉ ACCESSIBLE À TOUTES ET À TOUS !

Par Laurence Fehlmann Rielle
Candidate au Conseil national

La politique de santé devrait avoir pour objectif de maintenir et développer le bien-être de la population et de réduire les inégalités socioéconomiques. La population n'a pas à subir de risques financiers en cas de maladie, d'accidents ou d'invalidité.



Toujours plus de dépenses dans les soins alors que ceux-ci interviennent pour seulement 10 à 15% dans l'amélioration de la santé de la population ! Il faut investir plus de ressources pour modifier les habitudes et les conditions de vie, afin de réaliser des économies substantielles et limiter les souffrances humaines. C'est le sens de la stratégie de lutte contre les maladies non transmissibles de la Confédération dont on sait qu'elles sont responsables de 80% des coûts de la santé (maladies cardio-vasculaires, cancers, addictions, maladies musculo-squelettiques...). Malheureusement, cette stratégie met l'accent sur la responsabilité individuelle alors que le cadre de vie influence au moins autant l'état de santé. Il est nécessaire de prendre des mesures dans des domaines aussi variés que le logement, l'aménagement du territoire ainsi que le social et l'éducation.

Rappelons que le PS milite pour un accès pour toutes et tous à un système de santé de bonne qualité. Les assuré-e-s devraient notamment contribuer au financement du système de santé en fonction de leur capacité économique. On voit chaque année le montant des primes augmenter alors que les caisses maladie engrangent des réserves et se permettent même de faire de la publicité avec le montant de nos primes ! C'est pourquoi, en attendant de trouver une solution durable et sociale, le Parti socialiste a lancé son initiative fédérale pour plafonner le montant des primes à 10% du revenu des ménages. Il s'agit d'une solution de transition qui soulagera les assuré-e-s.

Parmi les autres grands dossiers qui devront être traités dans la prochaine législature figure le prix des médicaments qui doit absolument baisser ! Il faut rapidement introduire un prix de référence, exiger la transparence des coûts et renforcer la recherche en mains publiques. Il est aussi indispensable d'obliger Swissmedic à permettre l'utilisation et le remboursement de médicaments moins chers pour certaines indications. Par exemple, pour la dégénérescence maculaire liée à l'âge, l'Avastin continue à être refusé au profit du Lucentis, cinquante fois plus cher !

Il faut aussi mettre en place une solution durable pour l'admission des médecins à pratiquer à charge de l'assurance de base, de manière à faire baisser les coûts de la santé et réviser le système tarifaire TARMED en encourageant le modèle du « médecin de famille ».

Les Socialistes continueront à se battre pour empêcher l'augmentation obligatoire des franchises et pour maintenir le libre choix du médecin.

Des solutions existent pour maintenir un système de santé accessible à toute la population. Mais il est urgent d'oser prendre certaines décisions indépendamment du lobby des pharmas et des caisses maladie !



NOUS DEVONS ÊTRE EN CONCORDANCE AVEC CELLES ET CEUX QUI RÉSISTENT

Par Christian Dandrès
Candidat au Conseil national

L'automne dernier, après une manifestation réunissant près de 20'000 personnes à Berne en faveur de l'égalité homme-femme, un député fédéral PLR a eu ces mots : «[...] en ayant exactement la même masse salariale, on pourrait avoir une égalité salariale.» Le PLR n'est pas contre l'égalité, si l'employeur peut baisser le salaire des hommes.

Le profit des actionnaires est l'unique boussole de la droite qui a dicté l'action de la majorité aux Chambres fédérales dans tous les grands thèmes de la vie sociale.

En matière de logement, la droite veut institutionnaliser les pratiques les plus détestables des bailleurs : contrats à durée déterminée, congés « économiques » pour relouer plus cher, impossibilité de transférer un bail d'habitation pour éviter les hausses de loyer au changement de locataire. La droite veut réduire à néant la protection contre les loyers abusifs et refuse la construction de logements abordables (MOUP). L'initiative de l'ASLOCA pour « Davantage de logements abordables » a été refusée au nom des « principes de l'économie de marché ». Ces principes démontrent pourtant chaque jour leur incapacité à favoriser la construction d'appartements accessibles à la majorité de la population. Il s'agira de faire bloc derrière les associations de locataires pour battre les spéculateurs dans les urnes.

Autre exemple, à Genève, le peuple a voté le 19 mai sur la CPEG et accepté la loi de l'Alternative et du MCG (12228) qui reprenait l'initiative du Cartel et de l'ASLOCA (168). Les rentes ont été sauvées et des logements abordables seront réalisés au PAV, sur des terrains qui resteront en mains publiques. Cet exercice n'était cependant pas indispensable. Il fut imposé par la droite aux Chambres fédérales qui, pour soutenir les marchés financiers en crise (subprimes), a imposé aux cantons d'injecter des milliards sur les marchés boursiers et obligataires, en les contraignant à capitaliser leurs caisses à hauteur de 80 %.

La droite refuse aussi d'améliorer la protection des travailleur-euse-s. Elle prétend que le dumping doit être combattu par les conventions collectives de travail (CCT), tout en refusant de protéger les délégué-e-s du personnel chargé-e-s de les négocier. Elle refuse aussi d'assurer l'effectivité du droit de grève, sans lequel la négociation collective n'est que mendicité organisée. Une certaine résistance commence à apparaître.

Le 14 juin, des milliers de manifestant-e-s ont soutenu la grève des femmes. Il y a beaucoup d'espoir à ne pas décevoir. Nous devons être en concordance avec celles et ceux qui luttent et résistent. Nous devons être leur voix au Parlement fédéral et porter leurs aspirations.



DE LA NÉCESSITÉ DES AVANCÉES SOCIALES

Lydia Schneider Hausser
Candidate au Conseil national

Pour un réel changement du système de couverture sociale en Suisse, la majorité actuelle à Berne doit être renversée le 20 octobre 2019! Le revenu de base inconditionnel (RBI) complété par des dispositifs spécifiques limitant certains risques seraient une véritable révolution, redonnant les moyens à chacun-e de vivre à l'âge de la numérisation, de la robotisation et de la mondialisation et répondant aux défis d'aujourd'hui.

Si le RBI est un projet ambitieux, d'autres mesures seraient nécessaires afin de maintenir et développer le système social suisse basé sur la nécessité de répondre aux besoins d'une main d'œuvre stable, en bonne santé et qualifiée. Malheureusement, aujourd'hui ce combat est loin d'être gagné aux Chambres fédérales face aux attaques de la droite sur le filet social et les assurances sociales: AVS-AI, LPP, assurances maladies, perte de gain, assurance accident, assurance chômage ou encore allocations familiales.

Ainsi, à Berne, je lutterai afin de protéger chacun-e, en particulier, en:

- renforçant l'AVS par la fusion de l'AVS et de la LPP (2^e pilier) et en créant une réelle rente couple où les femmes ne comptent pas comme demi-portion (rente à la personne),
- activant sans obligation de travail la rente 2^e pilier pour les personnes de plus de 50 ans,
- rendant plus accessible l'assurance invalidité aux gens ayant des affections psychiques,

- assouplissant les conditions d'octroi des prestations chômage,
- simplifiant le système d'allocations familiales qui deviendrait une vraie «allocation enfant».

Dans un monde où le travail est précarisé, où les mariages, ancienne assurance financière pour les familles, se raccourcissent, où la population vieillit, les assurances sociales ne suffisent souvent plus. Ainsi, d'autres prestations sociales ont pris des places importantes: aide sociale, prestations complémentaires fédérales et cantonales, allocations logement, subsides LAMal... Pour répondre à cette évolution, à Berne, je lutterai également pour:

- instaurer une aide sociale fédérale,
- instituer des prestations complémentaires au revenu du travail pour les «working poor»,
- accentuer le soutien à la formation.

La politique sociale ne s'arrête pas là, elle doit être pensée plus globalement en renforçant d'autres dispositifs qui peuvent éviter le recours aux assurances et aux prestations sociales comme l'aide à la formation, l'accompagnement à l'entrée dans la vie professionnelle, les moyens de gardes extrafamiliaux, le salaire minimum, l'interdiction de licenciement pour certaines catégories de travailleur-euse-s, etc.

Le 20 octobre 2019, en route pour un réel changement!

DÉVELOPPONS UNE ÉCOLOGIE SOCIALE FORTE

Par **Thomas Wenger**
Candidat au Conseil national

Cet été je suis allé au Val d'Hérens. Après quelques heures de marche, devant le paysage majestueux du glacier du Mont Miné, me voilà directement confronté à la fonte des glaciers due au réchauffement climatique. Pendant ce temps, à Genève, l'alerte pollution de l'air vient de se terminer. Si toute l'humanité consommait autant de ressources que la population suisse, il faudrait près de trois planètes. En effet, le modèle économique actuel engendre une surexploitation des ressources naturelles telles que les sols, l'eau, l'air ou les matières premières. Face à de tels impacts sur notre environnement, nous devons agir immédiatement.

Nous, les Socialistes, sommes porteurs d'un plan ambitieux pour la défense de l'environnement et du climat. Ci-dessous deux exemples: une mobilité durable et des énergies renouvelables.

« Nous, les Socialistes, sommes porteurs d'un plan ambitieux pour la défense de l'environnement et du climat »

Nous militons pour des transports publics performants sur tout le territoire. Nous voulons développer les liaisons ferroviaires, les lignes de tram, les bus électriques, les pistes cyclables, les aménagements piétons, les P+R. La construction de nouvelles routes doit être évitée car elle n'engendre qu'augmentation de trafic et de pollution. Nous voulons favoriser le train au détriment de l'avion, c'est pourquoi nous défendons une taxe sur les billets d'avion dont le produit sera réinvesti dans des politiques en faveur de l'environnement. Nous proposons aussi d'investir davantage dans de nouvelles solutions de transport intelligentes à l'aide du numérique.

Au niveau énergétique, les individus, collectivités, entreprises, doivent consommer moins d'électricité, d'énergie thermique, d'eau et produire moins de déchets. Nous militons pour une politique forte de soutien aux énergies renouvelables. La Suisse doit réaliser sa tran-



sition énergétique, mais celle-ci doit être finançable pour tout le monde et socialement acceptable. Nous devons sortir des énergies fossiles et fissiles en taxant ces énergies polluantes, y compris le kérosène. Nous sommes en faveur de soutiens financiers pour l'éolien, le solaire, l'hydraulique, la production d'hydrogène, de biogaz local, la géothermie. C'est pourquoi nous combattons fermement la libéralisation du marché de l'électricité qui permet à de l'électricité provenant du charbon allemand ou polonais d'être moins chère que nos énergies durables. Nous voulons également accélérer la rénovation énergétique des bâtiments sans augmentation de loyer.

L'urgence climatique exige une action politique immédiate. Au Conseil national, je défendrai, avec nos camarades, des mesures fortes pour réduire notre impact sur l'environnement et protéger le climat.

Nous n'avons qu'une planète, il est temps de la sauver !

L'ÉGALITÉ BÉNÉFICIE À TOUTES ET TOUS !

En quoi le combat pour l'égalité bénéficie-t-il à la société dans son ensemble ? Pour explorer cette question, deux thèmes :

- la nécessaire déconstruction du mythe de la femme et de l'homme ;
- puis, l'emploi rémunéré et son indispensable corollaire, les systèmes de garde d'enfant.



Les hommes souffrent aussi des stéréotypes de genre. L'homme viril qui ne pleure jamais, existe-t-il ? Représente-t-il ce à quoi les hommes aspirent ? Si je regarde les hommes autour de moi, il me semble plutôt que non.

De la même manière que les femmes* revendiquent leurs pluralités - qu'elles acceptent leur corps comme il est ou tentent de le faire, qu'elles défendent le droit d'en disposer, qu'un jour elles sortent naturelles, que le lendemain elles décident de se maquiller - en déconstruisant tous les stéréotypes de genre, les hommes pourront aussi s'en affranchir.

L'envie d'exprimer sa sensibilité, de s'occuper de ses enfants, de travailler à temps partiel et que cela soit socialement accepté, de prendre soin de son corps et pourquoi pas de se maquiller sont des envies qui

Par Aurélie Friedli
Candidate au Conseil national

peuvent appartenir à toute personne, aux hommes aussi.

Si chaque personne était acceptée comme elle est, pour ce qu'elle est, avec bienveillance et amour, alors chacune et chacun serait libre d'exprimer ses envies et la vie en société ne serait que plus agréable.

Et s'il te faut un argument plus économique : sais-tu que les places en crèche rapportent plus à la collectivité que ce qu'elles coûtent ?

« Pour 1 franc investi, les crèches rapportent en moyenne 3 francs à la collectivité. Alors pourquoi s'en priver ! »

Dans l'absolu, je soutiens le choix d'exercer un emploi rémunéré ou de se consacrer à des engagements associatifs, aux soins de proches ou encore au travail dans un jardin pour vivre de manière plus autonome. Mais, actuellement ce choix n'est pas envisageable pour la grande majorité de la population qui est contrainte d'exercer un emploi rémunéré à cause du coût élevé de la vie (assurance-maladie, loyer, etc.). L'emploi rémunéré est une nécessité pour de nombreuses familles, et faut-il le préciser, une obligation pour les familles monoparentales. L'emploi rémunéré des femmes est un droit obtenu de haute lutte, qui garantit leur indépendance économique.

Pour permettre aux parents d'avoir un emploi rémunéré, des systèmes de garde d'enfant sont nécessaires. Or, pour 1 franc investi, les crèches rapportent en moyenne 3 francs à la collectivité. Alors pourquoi s'en priver ! Offrons plus de places en crèche.

L'égalité bénéficie à toutes et tous ! Alors construisons ensemble, quel que soit notre sexe et notre genre, une réelle égalité !



LES MOYENS D'ACTION POUR L'EMPLOI

Par Romain de Sainte Marie
Candidat au Conseil national

« C'était plus dur à mon époque » est un stéréotype parfaitement faux ! La Suisse s'éloigne du plein emploi. Le taux de chômage est trois fois plus élevé qu'au début des années 1980.

La digitalisation de notre société apporte, certes, beaucoup d'avantages pour le consommateur, mais flexibilise dangereusement les conditions de travail. Ainsi, ce que l'on nomme l'« uberisation » casse complètement le droit actuel et transforme le salarié en travailleur indépendant, court-circuitant ainsi l'accès aux assurances sociales et aux normes de protection du travail.

Nous assistons de façon accélérée à la disparition de métiers traditionnels remplacés par de nouveaux statuts. Cette mutation sans accompagnement est un danger social. Nous ne pouvons éviter la digitalisation de la société et ne devons pas nous positionner contre. Il est cependant indispensable de se donner les moyens d'accompagner ce changement en investissant par exemple dans la formation continue afin de favoriser une réorientation ou une réinsertion professionnelle durable. Aujourd'hui, les moyens mis à disposition par le chômage en matière de formation notamment sont dérisoires.

Deux publics sont particulièrement touchés par le chômage. Les jeunes s'insèrent de plus en plus difficilement dans le marché du travail. Les entreprises jouent moins leur rôle de formation pour les profils les moins expérimentés, laissant la place aux stages peu ou pas

rémunérés. Face à un marché du travail de plus en plus concurrentiel, il est nécessaire de développer des outils incitatifs et permettant aux jeunes de décrocher un premier emploi. Il est urgent d'inverser la politique menée par la majorité bourgeoise consistant à diminuer de moitié les jours d'indemnité au chômage pour les plus jeunes, les précipitant ainsi à l'aide sociale.

Le deuxième public le plus à risque : les travailleuse-s aînés. Trois facteurs touchent directement leur employabilité : l'augmentation de leur coût salarial lié principalement à la prévoyance professionnelle, leur besoin en matière de formation continue et la pénibilité du travail. Le principal bras de levier, comme évoqué précédemment, est celui de la formation. On ne parle pas ici de vagues cours d'informatique mais de donner les moyens à une véritable requalification permettant la réinsertion professionnelle. Enfin, mentionnons que l'augmentation de l'âge de la retraite serait un non-sens face à cette problématique.

En conclusion, ne laissons pas la politique libérale ronger les conditions de travail et précariser les salarié-e-s par le jeu de la concurrence débridée. Renversons la majorité et investissons dans des politiques sociales et de formation permettant à chacun-e de trouver un premier emploi ou de retrouver une place de travail !

TAMINA: ENTRAÎNEURE DE TERRAIN DU PSG

Par Eloisa Gonzalez,
Membre du comité de rédaction

Voilà presque deux ans que Tamina s'active au PSG pour la mobilisation. Engagée à 40% lors des élections cantonales de 2018, son taux a été augmenté à 80% à l'occasion de la campagne pour les fédérales. Son poste est en partie financé par le PSS.



Sorte de couteau suisse, elle est l'employée du secrétariat que tou-te-s les militant-e-s connaissent! Elle est de tous les stands, de tous les porte-à-porte et de tous les appels téléphoniques. Mais son travail n'est pas de se substituer aux militant-e-s qui souhaitent s'engager sur le terrain. Son rôle est de participer aux actions, mais surtout de les coordonner et de les planifier. Un secrétariat professionnel ne signifie pas que les élans militants des membres doivent s'arrêter. Au contraire, Tamina veille à ce que chacune et chacun continue d'avoir envie de s'engager, en créant des liens entre les militant-e-s et en mettant en place une dynamique positive.

Petite-fille de Nelly Wicky, première Genevoise élue au Conseil national, Tamina a grandi à Lully dans une famille portant les valeurs et les combats de la gauche. C'est une vraie battante, qui pratique la boxe thaï au club populaire de sports de combat. Tamina a plus d'une corde à son arc: malgré ses multiples activités, elle trouve encore le temps de faire de la réalisation vidéo et de jouer du violon à l'orchestre des Nations.

Diplômée en Relations internationales et en Média et communication, elle a commencé sa carrière par un stage pour l'association Stop suicide. Elle a ensuite rejoint la section régionale de Morges pour les élections cantonales vaudoises, sous la supervision d'Olga Baranova, chargée à l'époque de la coordination romande au PSS. C'est là qu'elle se forme aux actions de terrain et aux enjeux des campagnes électorales. Elle rejoint ensuite le PSG, forte de cette belle expérience.

Pour les élections de cet automne, elle est chargée d'appliquer la campagne de mobilisation fédérale à Genève. Concrètement, elle supervise toutes les actions de mobilisation, du stand au porte-à-porte, en passant par les appels téléphoniques. Le porte-à-porte est l'action qui l'a le plus occupée en juin et juillet dernier. C'est une activité qu'elle apprécie: «C'est un peu comme le calendrier de l'avant. Quand on ouvre une porte, on ne sait jamais ce qu'on va découvrir. Il m'est arrivé de tomber sur des personnes en sous-vêtements ou que des grand-mères nous invitent à boire le thé! Il y a un peu de tout.» Tamina est convaincue de l'efficacité de ces démarches à la rencontre des habitant-e-s. Pour elle, un porte-à-porte peut avoir plus d'effets qu'un stand, sur lequel les gens ne prennent pas toujours le temps de s'arrêter. «Là, on va vraiment les chercher et je pense qu'ils s'en rappelleront davantage, car il y a un réel échange lors de ces rencontres.»

« Ces actions permettent
aux camarades
de se rencontrer et de créer
une dynamique »

Ambassadrice de cette nouvelle méthode, elle nous invite toutes et tous à essayer, et pas seulement les candidat-e-s. «C'est accessible à tout le monde, et ce n'est pas moins valorisant que de faire un stand.» Elle n'a eu presque que des retours positifs. En plus de mobiliser les électeur-ric-e-s, ces actions permettent aux camarades de se rencontrer et de créer une dynamique au sein même des militant-e-s.



ÉLECTIONS FÉDÉRALES: MOBILISONS-NOUS !

Le PS Suisse a concocté pour ses sections cantonales un programme de mobilisation en 3 grandes étapes. Première phase: des appels à tous les membres du PS genevois pour savoir qui souhaite s'impliquer dans la campagne. Ensuite, des porte-à-porte au moyen d'un questionnaire pour mener une enquête de quartier. Enfin, de vastes campagnes d'appels téléphoniques au-delà des réseaux du PS genevois, pour inciter les gens à voter pour les listes socialistes. Ces actions nécessitent la mobilisation d'un grand nombre d'entre nous. Des dizaines de militantes et militants ont déjà participé aux deux premières étapes. Pour rejoindre cette équipe motivée, n'hésite pas à nous contacter!

3982

appels téléphoniques
à effectuer pour le 1^{er} tour

73

militant-e-s déjà impliqué-e-s
dans la campagne

Militantes et militants, la force du Parti socialiste

Frédéric Samson a adhéré au PS depuis le mois de janvier dernier. Il a rapidement eu envie de s'impliquer sur le terrain. Le porte-à-porte a été sa première action en tant que militant PS.

Qu'as-tu pensé de cette expérience ?

C'était très enrichissant! Les personnes qu'on a rencontrées nous ont parlé de leurs problèmes et de leurs préoccupations. Elles étaient sensibles au fait qu'on se soucie de ce qu'elles pensaient.

Penses-tu qu'il faille des qualités particulières pour faire un porte-à-porte ?

Je recommanderais à tout militant d'essayer, mais j'avoue que mon expérience dans la vente a été un sérieux atout car je connais les techniques d'approche pour aborder les gens sans appréhension. J'ai trouvé que le questionnaire était très utile pour donner un fil conducteur aux discussions.

Est-ce que tu penses que ces actions sont efficaces ?

Certainement, surtout auprès des personnes indécises. J'ai constaté que beaucoup de gens ne votent pas pour un parti mais changent en fonction des sujets et de l'actualité. Aller à leur rencontre permet de contrer le discours habituel selon lequel les politiques n'écoutent pas la population.

Est-ce que tu vas en refaire ?

Avec plaisir!

PARTI SOCIALISTE INTERNATIONAL



Samira Marty

Candidate au Conseil national



Christian Cornuz

Candidat au Conseil national



Jérôme Fontana

Candidat au Conseil national



François Thion

Candidat au Conseil national



Yves Touon

Candidat au Conseil national

**Par Peter Hug,
Secrétaire international
du PS Suisse**

Sur les 266'000 citoyens et citoyennes ayant le droit de vote à Genève, plus de 26'800 – soit plus de 10% – résident à l'étranger. Dans aucun autre canton, cette proportion n'est aussi élevée qu'à Genève. Certain-e-s vivent de l'autre côté de la frontière, parce qu'ils et elles n'ont pas trouvé de logement abordable dans le canton. D'autres travaillent à l'étranger pour des études, un stage ou une mission temporaire, mais souhaitent rester en contact avec la Suisse et continuent d'y exercer leurs droits politiques.

Six d'entre eux, résidant en France, en Norvège, au Canada et au Cameroun, présentent leur candidature pour le Conseil national sur la liste

internationale du PS genevois. Avec cette liste sous-apparentée, le PS genevois se présente comme un parti qui prend en compte la mobilité transfrontalière de la société à travers une campagne électorale internationale. Il concrétise ainsi son engagement en faveur d'une Suisse ouverte et solidaire. Hors de la Suisse, cette campagne électorale est menée par le PS International qui regroupe les membres du PS résidant temporairement ou définitivement à l'étranger.

Dans la «cinquième Suisse», le PS est le parti le plus élu. Lors des élections de 2015, sans liste internationale, le troisième siège du PS au Conseil national n'aurait pas pu être défendu. Les expatrié-e-s participent depuis toujours au succès de la Suisse et à sa diversité culturelle, ce qui doit être reconnu par la politique. Ils et elles perçoivent

la Suisse dans sa globalité et sur le plan des relations internationales. Ils et elles ont des attentes justifiées au niveau politique, social, culturel et peuvent apporter beaucoup au pays par leurs expériences diverses.



Le sous-apparement permet de lier les listes entre elles. De cette manière, si une des listes n'atteint pas le minimum de voix pour avoir un siège, ses voix sont réattribuées à la liste mère.

JEUNESSE SOCIALISTE : SOLIDAIRE. FÉMINISTE. POUR LES 99%.



Andjela Veličković

Étudiante en sciences politiques



Guilhem Kokot

Assistant de direction



Berfin Açığ

Étudiante en relations
internationales



Thomas Bruchez

Étudiant en relations
internationales



Salma Selle

Étudiante en sciences politiques



Ricardo Do Rego

Dessinateur en architecture

Des centaines de milliers de femmes* dans la rue le 14 juin, des dizaines de milliers de jeunes et de moins jeunes mobilisé-e-s pour le climat lors de grèves et de manifestations, plus d'un million de dons en quelques heures pour une capitaine sauvant des migrant-e-s dans la Méditerranée, l'année 2019 n'est pas encore achevée et pourtant, elle a déjà laissé sa trace dans l'Histoire. Cette année marque le retour des luttes sociales en Suisse. Et nous, candidat-e-s de la Jeunesse socialiste, impliqué-e-s directement dans ces mouvements contestataires, souhaitons porter les revendications qui en émanent dans les parlements. C'est cette polyvalence qui fait notre force.

Nous sommes les 99% et nous en avons assez !
Assez d'un monde où les riches deviennent toujours plus riches et les pauvres toujours plus nombreux, ten-

dance contre laquelle nous avons déposé notre initiative 99% en avril dernier.

Assez des inégalités salariales, du harcèlement de rue, de la mauvaise répartition du travail du care.

Assez de la forteresse européenne qui laisse des migrant-e-s fuyant les guerres et la misère qu'elle a elle-même engendrées se noyer en mer.

Assez, enfin, de l'inaction face au plus grand défi de notre temps : la crise climatique.

Face à tout cela, la Jeunesse socialiste, portée par le renouveau des luttes sociales politisant toute une génération, ne reste pas les bras croisés et se prépare à conquérir la Suisse !

Solidaire. Féministe. Pour les 99%.



[www.facebook.com/
psgenevois](https://www.facebook.com/psgenevois)



[www.instagram.com/
psgenevois](https://www.instagram.com/psgenevois)



**15 rue des Voisins
1205 Genève
022 338 20 70**



psg@ps-ge.ch



[www.twitter.com/
PS_Genevois](https://www.twitter.com/PS_Genevois)



www.ps-ge.ch



JAB
CH-1205 Genève
EP / JOURNAL